

955 **Mme CHANTAL GAGNON :**

O.K.

960 **LA PRÉSIDENTE :**

Merci beaucoup, Madame Gagnon.

Mme CHANTAL GAGNON :

965 Ça fait plaisir.

M. DENIS LECLERC :

Merci.

970

**Mmes MARJOLAINE DESPARS ET MICHELLE PATENAUDE
CAP St-Barnabé**

975

LA PRÉSIDENTE :

980 Alors, nous allons maintenant recevoir Marjolaine Despars et Michelle Patenaude de la ressource CAP St-Barnabé. Bonsoir à toutes les deux.

Mme MARJOLAINE DESPARS :

Bonsoir.

985

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Bonsoir.

990

M. DENIS LECLERC :

Bonsoir.

995

LA PRÉSIDENTE :

Alors, vous avez un gros 10 minutes, comme tout le monde.

Mme MARJOLAINE DESPARS :

1000

Merci. Bien, premièrement, on voulait vous présenter un peu le CAP St-Barnabé et sa mission. Donc, le CAP St-Barnabé, on est un... on accueille, on héberge, on nourrit et on accompagne des populations en situation ou à risque d'itinérance dans l'est de Montréal, plus spécifiquement dans Hochelaga-Maisonneuve. On gère concrètement trois sites d'hébergement d'urgence, un centre de jour et 60 logements sociaux de transition.

1005

On trouve important de mentionner que tous nos sites sont à moins de 250 mètres d'écoles, CPE ou garderies privées. Donc, pour nous, si on s'en va vers un règlement comme celui-là, c'est l'ensemble de nos sites qui n'auraient pas pu voir le jour.

1010

On est le seul hébergement d'urgence dans l'est de Montréal et un des plus importants sur le territoire montréalais.

Le CAP va se distinguer par son niveau d'intervention, par un haut seuil d'acceptabilité. On accepte des hommes, des femmes, des couples. On accepte aussi les gens qui ont des animaux. On accepte les gens qui ont des problèmes de santé mentale, qui sont en état de consommation. Donc, pour nous, si tu te conformes à quelques règles chez nous, de maintenir la paix, de bien te comporter, tu es le bienvenu, peu importe ton état.

1015

1020

Évidemment, le CAP, c'est plus que juste un toit. C'est aussi des repas qui vont être servis, c'est de l'intervention psychosociale. Et de l'intervention psychosociale, on en fait aussi avec des partenaires, comme le CLSC Hochelaga-Maisonneuve, qui viennent avec leurs équipes de proximité et leurs équipes ITSS au niveau de la prévention.

1025

Donc... et on travaille aussi, par exemple, avec la clinique Regard collectif, donc une clinique d'optométrie qui vient offrir des services aux populations auprès de qui on travaille.

Alors, ça, c'est juste un éventail des gens avec qui on travaille, mais ça vous donne une idée de ce qu'est le CAP St-Barnabé.

1030

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1035

Bien, t'sais, je pense que c'est important aussi de mentionner l'impact de la pandémie sur les hébergements. Il y a six ans, au CAP St-Barnabé, c'était un hébergement d'urgence ouvert du lundi au vendredi, de soir et de nuit seulement, et il y avait seulement aussi 15 personnes. Donc, en six ans, on est passé de 15 personnes à 350 personnes. Donc, t'sais, ça donne un impact concret de la crise présentement.

1040

Le CAP était aussi un acteur important lors des démantèlements, que ce soit le démantèlement de 2020 ou celui qui s'est passé aussi en 2024.

Puis t'sais, ces ressources-là se sont développées aussi en vitesse grand V sur des sites qu'on s'est fait proposer par les différents acteurs qu'on... qui ont présenté aussi, là, bref, c'est les sites qui étaient disponibles aussi, qui, à la base, étaient pour être trois mois.

1045

Donc, quand on nous a proposé des sites, c'était pour : bien, la crise, la pandémie va durer trois mois, on a besoin... Il y a des hébergements qui avaient fermé des places. Donc : voici le site, on l'aménage, on y implante un hébergement d'urgence avec quelques communications sur les riverains, les citoyens, là, t'sais, autour des quartiers.

1050 Donc, justement, par exemple, où on a un de nos hébergements qui est le... l'ancien YMCA Hochelaga, et il y a un CPE qui est mitoyen. Marjolaine va pouvoir en jaser tantôt. Et le CPE qui est mitoyen n'est pas l'endroit avec lequel nous avons eu le plus d'enjeux de cohabitation. Bref, nous n'en avons pas du tout, en fait.

1055 T'sais, nous, on a eu énormément de mises en demeure de la part des... t'sais, que ça soit des syndicats de copropriété autour, qui nous envoient les mises en demeure à nous, en fait. Donc, t'sais, c'est des choses qui sont difficiles à recevoir, t'sais, on les gère comme on peut.

1060 On a invité les citoyens beaucoup à venir communiquer avec nous, à venir nous rencontrer, apprendre qu'est-ce qu'on fait, à venir visiter les lieux aussi pour comprendre un peu le contexte des hébergements d'urgence. Comme, t'sais, au... dans l'ancien YMCA, c'est un aréna. C'est impressionnant à voir quand même comment les services d'hébergement d'urgence ont été déployés dans des arénas.

1065 Donc, ça a remis un peu des fois les idées en place des services qui étaient offerts, puis on a pu aussi un peu gérer le discours, puis t'sais, rassurer les gens sur ce fameux couloir de communication là qui avait peut-être mal été fait à la base dû à la vitesse grand V de l'implantation, et ce qu'on souhaite que ça soit fait à l'avenir pour les nouvelles ressources, en fait, là, t'sais.

1070 Puis je comprends après, puis on comprend, en fait, t'sais, les citoyens qui ont été fâchés. C'est sûr, on leur dit que ça va rester trois mois et nous voilà encore cinq ans plus tard, t'sais, à être toujours là en place. Mais par contre, cinq ans plus tard, ça va bien. T'sais, on... pour nous, en tout cas, ce qu'on ressent, c'est que ça va mieux de qu'est-ce que ça allait.

1075 T'sais, les gens se sont mobilisés, on a mobilisé aussi les différents partenaires à nous soutenir. On a travaillé avec la population qu'on dessert aussi, à les sensibiliser sur les enjeux de cohabitation, à s'ils désiraient vouloir rester dans le quartier, parce qu'ils aiment les quartiers. Puis ça, ça fait partie aussi des enjeux, que les gens ne veulent pas se promener d'un arrondissement à l'autre parce qu'ils développent leurs ressources dans l'arrondissement. Dans Hochelaga-Maisonneuve, les gens aiment y rester, les services sont disponibles parce qu'on est un gros bassin

1080

de ressources. Fait que pour eux, s'il y a une autre ressource qui rouvre ailleurs parce que ça... ils n'auront pas envie d'y aller. Fait que ça fait partie aussi des enjeux qu'on a en ce moment.

1085 Aussi, t'sais, nous, on est victimes un peu de rénovictions dans nos hébergements d'urgence. On est à risque de fermeture présentement d'un hébergement de 90 places cet été. Et nous sommes confrontés aussi un peu à cet événement-là, là, de « pas dans ma cour », là, qu'on voit un petit peu, à essayer de nous relocaliser quelque part. Et on fait face à : bien, il n'y en a pas de solution, malheureusement.

1090 Donc, nous risquons de fermer des ressources parce qu'il n'y en a pas de locaux. De un, il n'y a pas de locaux disponibles. Puis les locaux disponibles qui pourraient être intéressants, du moment où on va visiter, il y a déjà une très grosse mobilisation citoyenne qui... avant même qu'on exprime, ou t'sais : si on ne veut pas faire de l'hébergement, on va peut-être faire du transitoire, d'abord, on va faire du logement social.

1095 T'sais, on essaie de trouver des solutions pour que, justement, le plan puisse se faire. Puis c'est difficile, t'sais, comme organisme, parce qu'on a toute la volonté du monde de vouloir déployer des ressources, mais malheureusement, là, on fait face à plusieurs embûches.

1100 Puis t'sais, sinon, c'est, il y a des fois des... d'autres instances qui font l'acquisition de bâtiments sans en informer les organismes communautaires. Puis on se fait imposer après des bâtiments qui sont dans des quartiers qu'on ne veut pas, qui ne sont pas adéquats non plus, parce que ce n'est pas ça qu'on veut gérer. L'initiative, à la base, elle est bonne, mais le manque de communication avec les partenaires et les organismes communautaires qui gèrent les ressources doit être plus fluide.

1105 Puis on doit se concerter. Puis c'est ce qui manque en ce moment, cette fameuse concertation-là, qu'il y avait au début, pendant la pandémie. Tout le monde se parlait, on était tous assis ensemble puis le flux d'informations tombait rapidement. Mais en ce moment, c'est très difficile, là.

1110 Puis t'sais, je pense que c'est... La base, c'est de pouvoir discuter avec nous, avec les organismes, au lieu de se faire imposer des choses, puis qu'après, bien, on... Ça a l'air difficile,

1115 parce que quand on refuse, c'est comme si, bien : « Vous refusez un local qu'on vous offre. » Oui, mais ce n'est pas parce qu'on ne veut pas avoir le local, mais c'est plus parce que le local ne correspond pas à nos besoins, ne correspond pas aux besoins du quartier.

1120 T'sais, on revenait aussi à : si on veut implanter une ressource dans le quartier, c'est parce qu'il y a des besoins dans le quartier. Puis là, on parle de déménager une population complète dans une nouvelle ressource, dans un quartier où ils vont devoir tout recommencer à zéro. Ça coûte cher le changement aussi de déménagement. Puis souvent, c'est des frais qui sont aussi sur le dos des organisations, là.

Mme MARJOLAINE DESPARS :

1125 On voulait vous parler d'un exemple aussi au niveau de la cohabitation sociale qu'on a mis en place au CAP St-Barnabé. En fait, dans la dernière année, sur chacun de nos sites, on a tenu des cafés citoyens. On a invité les citoyens aux alentours à venir nous rencontrer directement sur le site. On était présentes, Michelle et moi, à chacun des cafés avec les membres de notre direction.

1130 C'est... Et pour inviter les gens, on a vraiment fait un effort colossal. On a fait évidemment, là, t'sais, des publications Facebook, Instagram et autres. Mais également, on est allé mettre des petits tracts dans chacune des boîtes aux lettres de nos voisins.

1135 Peut-être vous dire qu'à ce moment-là, il y a très, très peu de gens qui se sont mobilisés et qui sont venus nous parler. Malheureusement, parce que nous, on était ouvertes à prendre les commentaires, prendre les doléances s'il y en avait.

1140 Peut-être vous mentionner, justement, on le mentionnait tout à l'heure, on est adjacents à un CPE. On est à 160 mètres d'un CPE, porte-à-porte, si on regarde vraiment les adresses civiques à ce moment-là. Et, pour nous, on a invité les parents du CPE à venir. Personne ne s'est présenté. On se dit que si personne ne se présente, c'est probablement parce que la cohabitation sociale ne va pas si mal que ça non plus dans le quartier.

1145

On a participé aussi au printemps dernier au blitz de récupération de matériel à la traîne avec l'organisme Dopamine. Ils nous avaient attribué les trois... un secteur qui était autour de nos trois centres. On n'a pas trouvé une seule seringue à la traîne, pas un seul... pas une seule pipe à crack, peut-être un vieux condom, mais sinon, pour le reste, on n'a rien trouvé de matériel.

1150

Parce qu'au jour le jour, on fait aussi des tournées. On invite nos intervenants à chaque heure à faire une tournée aux alentours de nos ressources pour récupérer le matériel à la traîne, pour demander aux gens qui pourraient aussi être dans les entrées, soit de commerces ou les entrées des individus, de se déplacer. Comme Michelle mentionnait, on a sensibilisé les gens avec qui on travaille, mais c'est important aussi qu'on nous rapporte les incidents, et c'est ce qu'on a mentionné aux citoyens et citoyennes.

1155

Donc, les cafés citoyens, en fait, l'impact que ça a donné, c'est justement ces tournées-là qu'on a augmentées, ces échanges cordiaux qu'on a eus avec des citoyens. C'est des citoyens qui ont pu voir aussi de quoi avaient l'air nos établissements parce qu'on les a invités à visiter. Donc, nous, c'est des... c'est un exemple de mesures de cohabitation qu'on a mises en place, qu'on va maintenir, qu'on va continuer.

1160

On vise à développer un nouveau site qui sera permanent cette fois-ci, pas sur des établissements temporaires. Puis à ce moment-là, mais on vise aussi à présenter en amont aux citoyens du quartier nos plans, l'idée d'implantation sur le site, pour pouvoir prendre aussi leurs commentaires, pour peut-être y faire certaines modifications s'il y a lieu.

1165

LA PRÉSIDENTE :

1170

Merci. Ce que vous étiez en train de dire, c'est que vous avez un projet d'implantation d'une ressource dans les prochains mois, années?

Mme MARJOLAINE DESPARS :

1175

Ça risque plus d'être dans les prochaines années...

LA PRÉSIDENTE :

D'années.

1180 **Mme MARJOLAINE DESPARS :**

... considérant la lenteur du financement gouvernemental. Mais, notre idée, c'est que nos sites ne sont pas permanents, comme Michelle le mentionnait.

1185 Donc, on souhaiterait acquérir un site permanent dans l'arrondissement, en fait, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, même pas dans l'arrondissement au complet, là, pas dans Mercier, vraiment dans Hochelaga-Maisonneuve, pour pouvoir continuer d'offrir des services, pouvoir continuer d'offrir de l'hébergement d'urgence, être ouverts sur la communauté où les gens du quartier pourraient venir nous visiter, venir manger s'ils ont besoin, gratuitement, comme ils le font déjà dans notre centre de jour.

1190 Donc, en fait, on souhaite maintenir nos services, en offrir encore plus, et à le faire de façon permanente sur des lieux qui vont être pérennes.

1195 **LA PRÉSIDENTE :**

Parce que là, vous êtes très impactés par ce potentiel... Bien, enfin, on a mis fin à votre bail, c'est ça?

1200 **Mme MARJOLAINE DESPARS :**

1205 En fait, c'est... Oui, exactement. C'est, pour l'instant, là, ce n'est pas totalement fait, mais c'est une église qui a été vendue. L'église a été vendue, puis ça va être un centre communautaire qui est appelé à s'y installer. C'est sûr que nos missions ne concordent pas nécessairement.

Et le temps qu'il va y avoir des travaux dans cette église-là, c'est une église où est-ce qu'il y a beaucoup de contamination au niveau de l'amiante, des champignons et autres, donc on ne pourra pas rester sur place.

1210 À ce moment-là, pour nous, la préoccupation, c'est vraiment de se dire qu'il y aura 90 nouvelles personnes dans l'espace public au début de l'été si on ne trouve pas un site de façon urgente pour pouvoir se reloger.

LA PRÉSIDENTE :

1215 Parce que ce site-là était un centre de jour?

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1220 C'était... c'est vraiment un site d'hébergement d'urgence...

LA PRÉSIDENTE :

1225 D'hébergement...

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1230 ... qui a été déménagé maintes fois, là. Il a été à... au Centre Pierre-Charbonneau, il a été à l'Auberge Royal Versailles...

LA PRÉSIDENTE :

O.K. Ah, oui.

1235 **Mme MICHELLE PATENAUDE :**

... pour ensuite être déménagé, là...

LA PRÉSIDENTE :

1240 Je comprends.

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1245 ... à l'église de la paroisse Sainte-Jeanne-d'Arc. On est là depuis trois ans présentement. Bien sincèrement, si on est pour trouver d'autre chose, on a vraiment hâte de déménager, là. On n'est pas là parce qu'on a du plaisir à être là. On a vraiment hâte... T'sais, je crois que chaque personne a besoin d'avoir un lieu où il va recevoir des services, puis il va avoir de la dignité et du respect.

1250 Puis t'sais, les déploiements des hébergements d'urgence, c'était supposé être temporaire. Puis là, il est temps en ce moment de penser à des solutions concrètes et permanentes pour héberger la population.

1255 Puis t'sais, le déploiement aussi du logement social, t'sais, notre collègue du MMFIM, du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance, en a parlé tantôt. Mais nous, on fait... on a beaucoup d'enjeux aussi même dans nos logements sociaux sur la lenteur de l'accessibilité, là, vers un logement.

1260 Et juste aujourd'hui, on a eu un monsieur qui a eu un appel pour un HLM. Ça a pris six ans. Ça a pris six ans pour avoir accès à une habitation à prix modique. Fait que ça faisait six ans qu'il était dans un logement transitoire.

1265 Fait que quand on parle de système qui est paralysé, bien, c'est ça qui fait aussi... c'est ça qui fait qu'on est là aussi aujourd'hui, t'sais. Parce que l'accessibilité, c'est... On est supposé avoir un cycle, et là, on n'est pas capable de le briser, ce cycle-là, on est pris dedans. Puis c'est toujours un éternel recommencement.

Et j'ai des gens, depuis le démantèlement du campement Notre-Dame en 2020, qui sont encore dans nos hébergements d'urgence et ça va faire cinq ans. Ce n'est pas normal.

1270 On a créé des... une population en situation d'itinérance chronique à cause d'un système qui est paralysé, puis d'un manque d'accès coordonné, parce que tout le monde travaille en silo. Puis on essaie de briser ce silo-là, mais malheureusement, t'sais, autant avec les changements de gouvernement, avec... T'sais, tout ça, ça... tout a un impact, t'sais. Fait que ça devient bien, bien compliqué, là.

1275

LA PRÉSIDENTE :

Et vous êtes le bout...

1280

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

1285

... de l'entonnoir.

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1290

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

Judy? Tu as...

1295

Mme JUDY GOLD :

Oui.

1300

LA PRÉSIDENTE :

... une question?

1305

Mme JUDY GOLD :

Oui. Vous avez des installations dans divers quartiers...

1310

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Oui.

Mme JUDY GOLD :

1315

... de l'arrondissement, certains sûrement plus gentrifiés que d'autres. Quant à la cohabitation, voyez-vous une différence dans les quartiers gentrifiés par rapport aux quartiers qui ne sont pas encore atteints par la gentrification?

1320

Mme MARJOLAINE DESPARS :

Tout à fait. On s'en rend compte même dans l'implantation de logements sociaux, de... des gens qui vont être plus réfractaires au logement social pour des populations en situation d'itinérance, qui ont connu la rue, qui ont des problèmes de santé mentale ou qui consomment. On sent que les gens sont beaucoup plus réfractaires dans les endroits qui sont plus gentrifiés que dans les quartiers... Par exemple, on a une maison de chambres dans Ville-Marie...

1325

Mme JUDY GOLD :

Oui.

1330

Mme MARJOLAINE DESPARS :

1335

... dans un endroit proche d'un parc où il y a quand même beaucoup d'enjeux de consommation et tout ça. On n'a jamais eu de problème dans l'implantation. Les voisins étaient contents qu'on arrive. Ça ne sera pas le cas nécessairement partout.

1340

Mme JUDY GOLD :

C'est intéressant. J'ai une autre question. Votre mémoire, il y a une annexe A, qui est un plan de cohabitation. Vous écrivez que vous n'avez pas de financement supplémentaire pour déployer de gros plans de cohabitation. Juste pour clarifier, avez-vous reçu une subvention de la Ville pour exécuter ce plan?

1345

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Non. Bien, en fait, là, c'est que maintenant, quand on dépose des projets, il y a ce petit « insérer un fichier » qui nous incite à développer un plan de cohabitation sans être nécessairement payés pour, t'sais.

1350

Donc, on le fait parce que je pense que c'est par bon principe, puis il est important de le faire, mais nous ne recevons pas de financement supplémentaire pour le faire. Fait que t'sais, on devient encore un peu avec le fardeau de devoir l'appliquer. On le fait parce que c'est important, puis t'sais, nous, on y croit énormément. Mais t'sais, c'était un exemple, là, de justement, de plan qu'on a déposé pour une ressource qu'on a fait l'acquisition de bâtisse.

1355

Puis t'sais, des fois, on se dit : si on ne le dépose pas, ce plan de cohabitation là, est-ce que ça va nous nuire pour du financement, parce que le projet ne sera pas 360?

1360

Mme JUDY GOLD :

Oui, je comprends.

1365

LA PRÉSIDENTE :

Une minute, mon cher Denis.

1370 **M. DENIS LECLERC :**

Bon, bien, vous l'avez expliqué un petit peu que l'enjeu de l'équité territoriale, vous avez un peu de problème, mais vous semblez l'identifier comme étant l'équité territoriale, donc, « on ferme des ressources de nos ressources puis on nous demande d'aller ailleurs pour l'équité territoriale ».

1375 On ne doit pas plutôt le voir comme étant « il y a des gens dans certains quartiers qui n'avaient pas de ressources puis que ça serait bien qu'ils les aient »?

1380 Parce que se peut-il qu'il y ait des usagers chez vous qui, dans le fond, ont migré d'autres quartiers où ils n'avaient pas de ressources, puis qui sont rendus dans Hochelaga? Ils sont peut-être très biens, mais leur quartier d'origine, ça aurait été autre chose, leur choix initial aurait pu être autre chose.

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1385 Ça... il se pourrait, t'sais, je ne peux pas parler pour l'ensemble, mais t'sais, on parle pour ce qu'on vit présentement. Puis t'sais, on a eu des gens, on a accueilli des organisations qui ont fermé temporairement, là, pour divers bris, là, des fuites d'eau. C'est bien la mode dans des vieilles églises, les fuites d'eau. Mais ce qui fait qu'on a accueilli des ressources.

1390 Puis du moment où la personne commence à être bien encadrée quelque part, elle ne veut plus partir. T'sais, puis des fois, les gens ont refusé après de redéménager une fois les rénovations terminées, dans la ressource où ils étaient pourtant depuis quelque temps. Parce qu'on est tous... on a tous un peu notre essence, hein, d'une ressource à l'autre.

1395 Puis je crois que les personnes aussi, t'sais quand on parle d'accès coordonné, c'est épuisant pour une personne qui est déjà en détresse psychologique, en détresse physique aussi, de devoir

raconter à nouveau tout le temps son histoire parce qu'on n'est pas capable de communiquer, il n'y a pas de vases communicants à travers les ressources.

1400

La même chose pour les logements, là, t'sais. Je comprends une personne où qu'on lui offre un logement qui n'est pas dans son quartier, pas parce que tu as un toit sur la tête que tous les problèmes se règlent. Puis si ça t'isole puis que ça te brime de tout ton... de ta communauté, bien, c'est sûr qu'il y a des gens qui vont préférer rester à la rue, là.

1405

Mme MARJOLAINE DESPARS :

Bien, c'est certain que s'il y a des besoins dans des quartiers qui ne sont pas répondus, je veux dire, on ne va pas se mobiliser pour qu'il n'y ait pas de ressources dans ces quartiers-là, ce n'est pas ça. Mais on ne veut pas être forcés de déménager...

1410

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Oui.

1415

Mme MARJOLAINE DESPARS :

... dans d'autres quartiers, ce qu'on avait été invités à faire...

Mme MICHELLE PATENAUDE :

1420

Oui.

Mme MARJOLAINE DESPARS :

1425

... à certains moments. Donc, c'est vraiment ça, pour nous, quand on parle d'équité territoriale, si on développe des nouvelles ressources pour répondre à des nouveaux besoins ou des besoins existants qui ne sont pas répondus dans les quartiers, tant mieux.

1430

Mais pour l'instant, nous, on répond à 350 personnes en hébergement d'urgence à tous les jours, 50 personnes qui viennent manger... en plus de ces 350 personnes-là, 50 personnes qui viennent manger à tous les jours dans notre centre de jour. Donc, ces personnes-là ont besoin de services dans Hochelaga-Maisonneuve puis on se doit de pouvoir y rester.

1435

M. DENIS LECLERC :

Puis quand on vous demandait, l'idée de déménager, c'était... est-ce que l'argument de l'équité territoriale a été apporté?

1440

Mme MARJOLAINE DESPARS :

Ah, oui, absolument.

1445

M. DENIS LECLERC :

O.K.

1450

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Pour un peu, là, désengorger Hochelaga-Maisonneuve.

LA PRÉSIDENTE :

O.K. Eh bien, c'était passionnant, Mesdames. Merci...

1455

Mme MARJOLAINE DESPARS :

Merci.

1460

Mme MICHELLE PATENAUDE :

Merci.

1465 **M. DENIS LECLERC :**

Merci.

1470 **LA PRÉSIDENTE :**

... beaucoup de votre passage devant nous. Alors, dans...

1475 **MM. CLAUDE PINARD ET FÉLIX-ANTOINE VÉRONNEAU**
Centraide du Grand Montréal

1480 **LA PRÉSIDENTE :**

Alors, rebonsoir. Nous sommes en présence de monsieur Claude Pinard et de Félix-Antoine Véronneau de Centraide du Grand Montréal. Bonsoir à tous les deux.

1485 **M. CLAUDE PINARD :**

Bonsoir.

M. FÉLIX-ANTOINE VÉRONNEAU :

1490 Bonsoir.